

RAPPORT ANNUEL

2021 – 2022

BÂTIR DES COMMUNAUTÉS LOCALES
RÉSILIENTES FACE AUX CRISES



SOMMAIRE

Liste des abréviations.....	2
Bref rappel sur IED Afrique.....	3
Mot du Directeur.....	5
Introduction.....	6
Chapitre I. Agriculture durable et sécurité alimentaire.....	7
I.1. L'intégration de l'agroécologie pour développer des systèmes d'agriculture biologique durables.....	8
I.2. Promouvoir les bonnes pratiques en matière d'agroécologie.....	11
I.3. Promouvoir les synergies d'actions pour une économie verte au Sénégal.....	12
Chapitre II. Gouvernance foncière et gestion des ressources naturelles.....	15
II.1- Renforcer les droits d'accès des femmes à la terre et aux instances de décision.....	16
II.2- Restaurer les écosystèmes pour renforcer la résistance des communautés.....	20
Chapitre III. Résilience et changement climatique.	23
III.1. Arrimer le Plan de Développement Communal (PDC) au PSE en intégrant le changement climatique	24
III.2. Mise à niveau des chaînes de valeurs agroalimentaires pour des économies locales plus résilientes.....	27
Perspectives.....	30
Remerciements.....	31
Nos partenaires.....	32
Nos publications.....	33
Nos moments marquants 2021-2022.....	34

LISTE DES ABREVIATIONS

AGRIDAPE :	Agriculture Durable à faibles Apports Externes
APAFIL :	Association des Professionnel & Acteurs de la Filière Lait
BOS-PSE :	Bureau de suivi opérationnel du Plan Sénégal Emergent
CNAG :	Centre National d'Amélioration Génétique
CDEF :	Commission Domaniale Elargie aux Femmes
CNCR :	Coopération des Ruraux du Sénégal
CRS :	Les Communautés Reverdisent le Sahel
DyTAES :	Dynamique pour Transition Agro Ecologique au Sénégal
GLA :	Gender Land and Accountability
GEC :	Green Economy Coalition
I-AEB :	Initiative Agriculture Ecologique Biologique
IIED:	International Institute for Environment and Development
IVERS :	Initiative pour la Promotion de l'Economie Verte au Sénégal
LEGS AFRICA :	Leadership Equité Gouvernance Stratégique Afrique
PAP :	Programme d'Action Prioritaire
PAPDL :	Promouvoir l'articulation entre le Plan Sénégal Emergent et le Développement Local
PDC :	Plan de Développement Communal
PDD :	Plan de Développement Départementale
PSE :	Plan Sénégal Emergent
RNA :	Régénération Naturelle Assistée
UAEL :	Union d'Association des élus locaux
IUCN :	Initiative pour la Promotion de l'Economie Verte

BREF RAPPEL

Qui sommes-nous ?

IED Afrique est une organisation à but non lucratif, créée en 2005, elle prend le relai du Programme Sahel de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED Grande Bretagne) mis en place depuis 1993. Ainsi, l'organisation capitalise près de deux décennies de promotion des approches participatives appliquées à la gouvernance en Afrique francophone. IED Afrique a une vocation régionale et conduit actuellement des programmes spécifiques au Sénégal avec d'autres pays de l'Afrique de l'ouest francophone.

Notre vision

La vision de IED Afrique est d'appuyer l'émergence d'une société africaine unie et prospère dans laquelle les citoyens et leurs communautés participent et orientent les actions de développement durable. Une telle vision est sous-tendue par des valeurs d'équité, de transparence et de responsabilité individuelle et collective.

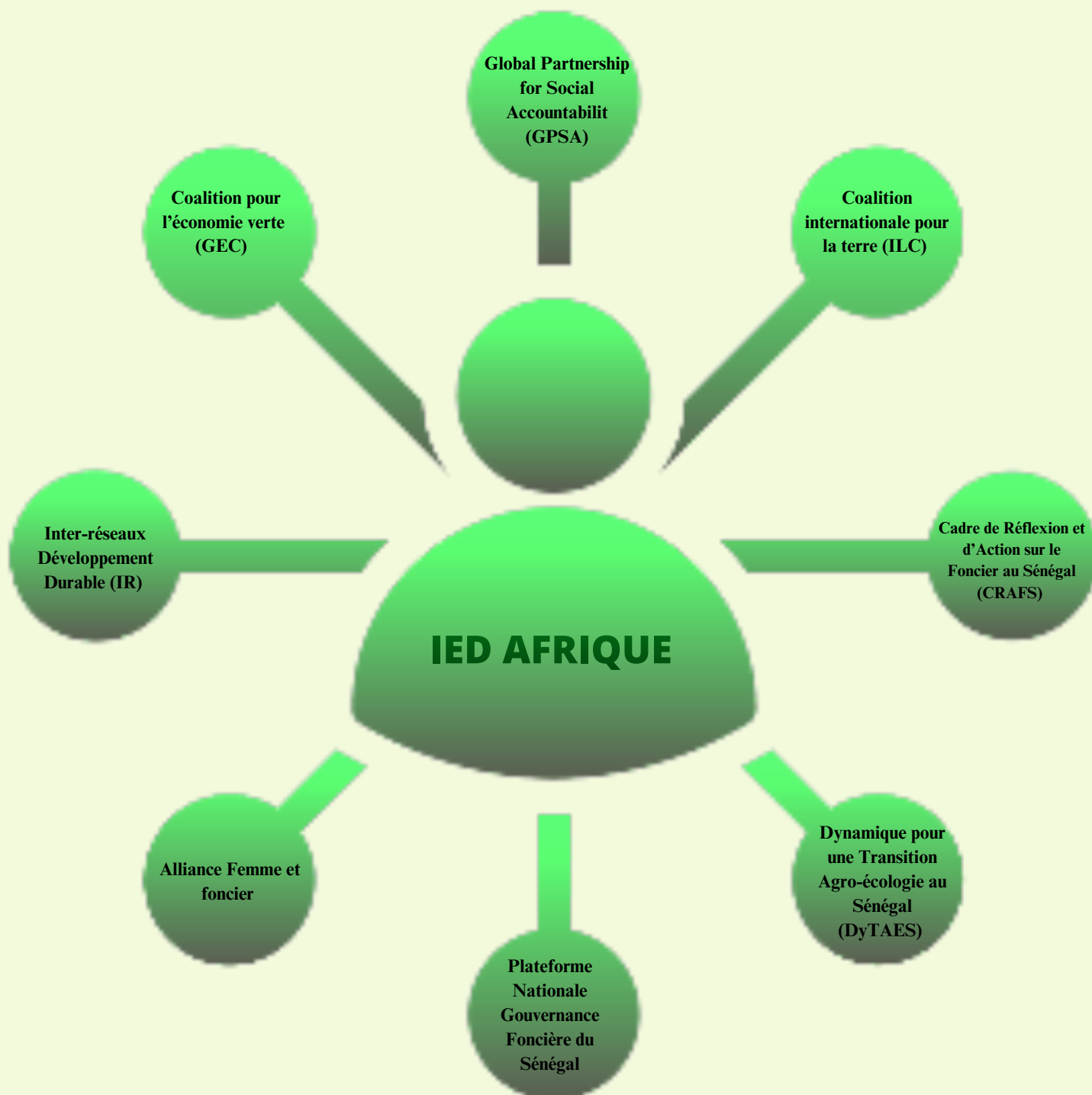
Notre mission

La mission d'IED Afrique est de contribuer à la réalisation d'un développement équitable et durable à travers la promotion de politiques et de pratiques inclusives novatrices.

Notre vie en réseau

Les interventions de IED Afrique traduisent nos convictions fortes sur des thématiques porteuses d'enjeux et notre engagement ciblant le moyen et longs termes se matérialise par notre appartenance à des réseaux pour amplifier nos actions et renforcer notre volonté d'influencer à haut niveau.

C'est ainsi que nous sommes membre des réseaux suivants :



MOT DU DIRECTEUR



À bien des égards, 2022 a été l'année d'un regain de vigueur en matière d'action environnementale. Au début de l'année, lors de la cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement, les États membres ont adopté des résolutions sans précédent pour intensifier les efforts visant à réduire la pollution, atténuer le changement climatique et s'y adapter, ainsi que protéger et restaurer la nature dans le monde entier. La Conférence des Nations unies sur les changements climatiques de 2022 a marqué un moment historique avec la création d'un fonds pour les pertes et les dommages.

Pourtant, ce fut aussi une année qui a présenté des difficultés extrêmes. Les effets dévastateurs de la triple crise planétaire du changement climatique, de la perte de la nature et de la biodiversité, de la pollution et des déchets ont été aggravés par le creusement des inégalités, la guerre en Ukraine et la hausse des prix des denrées alimentaires ainsi que de l'énergie. Comme toujours, les personnes pauvres et vulnérables ont été les plus durement touchées par les sécheresses, les inondations, les incendies de forêt, la diminution de la biodiversité et la flambée des niveaux de pollution.

Face à cette succession de crises et à la fragilisation des grands équilibres planétaires, sociaux, économiques, politiques et écologiques, les acteurs du développement doivent se montrer toujours plus coopératif ; réactifs, plus agiles et plus adaptables pour assurer leur développement. Dans ces conditions, il est plus important que jamais de voir ce qui évolue dans le bon sens et les décideurs de demain peuvent ainsi nouer une relation saine avec la nature et apprendre à la protéger.

Nous devons donc soutenir ces dynamiques, soutenir et susciter les vocations à agir ensemble avec les acteurs locaux. C'est pour cette raison que cette année, nous avons aussi mis l'accent sur notre rapport annuel sur la manière de « Bâtir des communautés locales résilientes face aux crises ». Ce rapport traite des principaux problèmes et défis auxquels sont confrontés les communautés (sécurité alimentaire, crise énergétique, autonomisation des femmes, changement climatique, défis socioculturels ...).

Dans son travail IED Afrique, cherche à redoubler d'efforts pour surmonter les crises et promouvoir les transformations. Il est important de trouver ensemble des solutions socialement durables pour lever les obstacles persistants au développement, comme l'exclusion et les inégalités.

C'est ainsi que nous axons nos interventions sur trois piliers importants que sont la résilience sociale, l'inclusion et la responsabilisation. La résilience sociale est ce qui permettra aux personnes vivant dans des environnements fragiles de construire des foyers et des communautés solides, capables de résister aux conséquences provoquées par les crises.

L'inclusion permettra à tous les membres de la société de bénéficier de services essentiels, quels que soient leurs revenus, leur localisation géographique, leur sexe, leur origine ethnique, leur handicap ou leur religion. Enfin, la responsabilisation permettra à chacun de façonner son propre avenir et d'avoir voix au chapitre dans la société, ce qui est à la base d'une gouvernance transparente, mais aussi d'une croissance inclusive.

Dans ce contexte particulier, nous saluons la flexibilité de nos partenaires techniques et financiers.

Aussi, nous remercions tous nos partenaires que constituent les communautés à la base, les gouvernements nationaux et locaux, les partenaires de recherche, la société civile, le secteur privé et les médias. Il est urgent de s'adapter aux multiples crises, et il est important de prendre les bonnes décisions ensemble car le temps presse !

Bonne lecture !

Mamadou FALL,

Directeur Exécutif

INTRODUCTION

Le monde actuel fait face à plusieurs défis, notamment les crises climatique, énergétique, alimentaire, sanitaire, économique et financière. Des crises dont la complexité nous installe dans une alternative qui n'offre guère d'autre choix que l'action responsable. A vrai dire, tous ces défis offrent une opportunité réelle aux décideurs politiques et aux chercheurs de réfléchir ensemble sur les réponses idoines à apporter. Il est donc plus que jamais impératif de trouver les solutions les mieux adaptées à ces crises en élaborant un modèle équitable qui, au regard des besoins urgents de développement, notamment dans les pays du Sud, concilie lutte contre la pauvreté et protection de l'environnement.

L'activité économique mondiale subit donc un ralentissement généralisé et plus marqué qu'attendu, avec une inflation qui atteint des niveaux jamais vus depuis plusieurs décennies. La crise du coût de la vie, le durcissement des conditions financières dans la plupart des régions, l'invasion de l'Ukraine par la Russie et les effets persistants de la pandémie de COVID-19 sont autant de facteurs qui pèsent lourdement sur les perspectives. Une grande partie de l'inquiétude est liée aux pénuries d'approvisionnement en blé, en maïs et en graines oléagineuses.

En outre, les hausses des prix du carburant et des engrais associés (en raison du rôle important de producteur de gaz et de pétrole de la Russie et de l'importance de la Russie et de l'Ukraine sur les marchés européens des engrais) provoquent des pénuries et des hausses de prix supplémentaires.

En plus de cette insécurité alimentaire mondiale, d'autres défis liés au changement climatique ont considérablement nui à l'approvisionnement et aux réserves alimentaires mondiales, ce qui a rendu le système alimentaire moins résilient face à des chocs comme la guerre en Ukraine.

Une sécheresse a commencé en 2021 et s'est encore intensifiée en Afrique de l'Est en 2022. Trois saisons des pluies ont échoué à apporter des précipitations dans la corne de l'Afrique, détruisant les récoltes et tuant de grands troupeaux de bétail. L'ONU a identifié 20 millions de personnes menacées de famine. La faune et le bétail sont aussi victimes de la sécheresse.

Une transition écologique est d'autant plus nécessaire lorsque l'on sait qu'un réchauffement de plus de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels pourrait avoir des conséquences irrévocables. Le changement climatique a donc un impact sur toutes les régions du globe. Les événements météorologiques extrêmes (précipitations, sécheresses, vagues de chaleur) sont de plus en plus intenses et fréquents.

Les défis, également liés à la dégradation des ressources naturelles et aux inégalités sociales, ne sont pas à négliger car les difficultés liées au secteur agricole sont dues principalement à la dégradation des terres causée notamment par l'adoption de mauvaises pratiques (l'utilisation irrationnelle des intrants chimiques, brûlis, déboisement), la salinisation et l'instabilité des pluies. À ce phénomène s'ajoute la précarité des droits fonciers, qui exposent davantage les femmes, principales utilisatrices des ressources naturelles.

En effet, la sécheresse découle, en partie, des conséquences très néfastes sur les activités des femmes rendant plus pesantes leurs responsabilités familiales comme l'approvisionnement en eau, la collecte de combustibles pour la cuisson des aliments et le chauffage ainsi que la sécurité alimentaire du fait de la baisse de la productivité agricole.

En définitive, toutes ces crises mettent à rude épreuve la capacité de résilience des communautés ; raison pour laquelle les interventions des différents programmes de IED Afrique ont pour but, entre autres, d'améliorer les moyens d'existence et de bâtir des communautés plus fortes face à tous ces défis.





CHAPITRE I. AGRICULTURE DURABLE ET SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Au Sénégal, la croissance démographique exponentielle, ne cesse d'accroître les besoins alimentaires des populations. A cela s'ajoutent les conséquences de la variabilité climatique et l'épuisement progressif des ressources naturelles (eau, sols, forêts). Face à cette situation, il devient primordial d'adopter des systèmes de production performants reposant sur des intrants endogènes, durables, plus respectueux de l'environnement et qui répondent aux besoins alimentaires et économiques.

I. 1. L'INTÉGRATION DE L'AGROÉCOLOGIE POUR DÉVELOPPER DES SYSTÈMES D'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DURABLES (I-AEB)

En raison de l'augmentation de la démographie dans les pays africains, le poids et les pressions des activités humaines sur l'environnement se font de plus en plus ressentir. Ainsi, l'agriculture conventionnelle prônée depuis des décennies a montré ses limites et n'arrive, non seulement pas, à assurer la sécurité alimentaire des communautés mais reste une agriculture de type polluée à travers la dissémination des produits chimiques (engrais et pesticides) dans l'atmosphère, les nappes et terres.

D'où la mise en place du Projet « Intégration de l'Agriculture Écologique Biologique (I.AEB) dans les systèmes agricoles en Afrique ». Ce projet est conçu pour établir une plateforme biologique africaine basée sur les meilleures pratiques disponibles et développer des systèmes d'agriculture biologique durables. Au Sénégal, ce projet qui est mis en œuvre par un consortium constitué de quatre (04) organisations (Enda Pronat, IED Afrique, Agrecol Afrique et CNCR), a comme objectif global d'intégrer l'AEB dans les systèmes nationaux de production agricole à l'horizon 2025 afin d'améliorer la productivité agricole, la sécurité alimentaire, l'accès aux marchés et le développement durable en Afrique. Dans cette initiative, IED Afrique est responsable du pilier 2 : communication et vulgarisation de l'information.

D'après la FAO, ce type d'agriculture (AEB) contribue à la promotion de la durabilité à travers la bonne gestion des ressources agricoles qui permet de satisfaire les besoins humains tout en maintenant ou en améliorant la qualité de l'environnement, de réduire des coûts liés à l'achat des intrants (fertilisants, pesticides, produits vétérinaires ayant des effets défavorables sur la santé) et d'améliorer la sécurité alimentaire des foyers avec l'utilisation des produits par les agriculteurs et leur famille pour leur propre consommation.



Bâtir des communautés résilientes à travers le réseautage, la formation et le renforcement de capacités

La démarche a consisté à regrouper les acteurs qui travaillent dans le secteur de l'agroécologie afin d'impulser le changement en créant des réseaux de dialogue et d'échanges d'expérience. Ceci a découlé sur la mise en place d'un cadre institutionnel de concertation multi-acteurs (producteurs, commerçants, partenaires techniques publics et privés, consommateurs, administration).

Afin de promouvoir l'augmentation des rendements agricoles, les producteurs ont bénéficié de renforcement de capacité, en productions d'intrants (compost bokashi), à l'accès à une diversité d'innovations agroécologiques mais aussi de renforcements de leurs compétences via les formations dispensées. Il faut noter que l'utilisation de compost naturel participe à la préservation de l'environnement, de contribuer à la fois à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques et ses impacts, à travers l'adoption de pratiques durables.

Toujours dans la logique de renforcer la résilience des producteurs, une multitude de formations ont été organisées par IED Afrique, pour renforcer les compétences des praticiens et les outiller suffisamment dans la pratique et la mise à l'échelle de l'agroécologie. Ces formations permettent de réduire la dépendance des producteurs à l'égard des ressources externes à travers le recyclage de la biomasse, les nutriments et l'eau.

En effet l'AEB préserve l'environnement en contribuant à l'atténuation des effets de serre et à la réduction du réchauffement de la planète grâce à sa capacité à éliminer le carbone des sols via de nombreuses méthodes de gestion utilisées comme le labourage minimum, la réintégration des résidus de récoltes dans le sol, l'utilisation de cultures de couverture, les rotations, une plus grande intégration de légumineuses fixatrices d'azote.

L'adoption de bonnes pratiques, les formations et de l'accès aux innovations en AEB, permettent aux producteurs de renforcer de leurs moyens d'existences dans le long terme.

De surcroît, les communautés en particulier les acteurs du maillon commercialisation, grâce à l'organisation de foires locales (Weekends-Bios), renforcent leur réseautage, leur visibilité et leur capacité de faire écouler de leurs produits bios.

Renforcer la résilience des femmes par la capacitation et la facilitation d'accès aux nouvelles technologies et innovation en AEB

Au Sénégal les femmes constituent la catégorie d'acteur la plus active dans la pratique de l'agriculture écologique biologique. Dans ce sens, IED Afrique dans le cadre de son intervention fait des femmes et des jeunes, les principaux bénéficiaires dans le déroulement des diverses activités. C'est l'exemple des formations où les femmes représentent environ 50% des formateurs choisis pour la vulgarisation des pratiques. (voir activité P:).

De plus, lors des foires locales, les femmes ont une représentativité de 63% parmi les exposants ce qui leur donne des opportunités de commercialisation et de collaboration avec tous les acteurs de la chaîne de valeur.

Ces approches permettent de renforcer davantage la participation des femmes dans des activités de renforcement de capacités et de facilitation à l'accès aux innovations et pratiques en AEB pertinentes, visant à renforcer leurs productivités agricoles ainsi que leur autonomisation, pour ne citer que ceux-là.

“

Face aux chocs tels que le changement climatique, les conséquences encore présentes de la pandémie de COVID-19 et autres chocs exogènes comme le cours des marchés mondiaux et la crise Ukraino-Russe pour ne citer que ceux-là, nous nous devons de réaliser cette ambition pour assurer à nos concitoyens une sécurité et une souveraineté alimentaires durables et proposer des réponses adaptées et résilientes à l'ensemble des acteurs des chaînes de valeurs agricoles. Il nous revient dès lors, d'œuvrer ensemble, à l'amélioration des systèmes de production, de stockage, de transformation, de commercialisation et de consommation des produits agricoles. A cela s'ajoutent également le renforcement de la résilience des systèmes alimentaires, l'amélioration du cadre législatif et réglementaire y afférents et la territorialisation des politiques agricoles pour promouvoir une souveraineté alimentaire durable et une agriculture porteuse de croissance économique, créatrice d'emplois, et socle de cohésion sociale.

Monsieur Aly Nguille NDIAYE, Ministre de l'Agriculture, de l'Équipement Rural et de la Souveraineté Alimentaire.



Renforcer la résilience des femmes par la capacitation et la facilitation d'accès aux nouvelles technologies et innovation en AEB

L'accès aux connaissances et aux bonnes pratiques en AEB sont nécessaires pour le renforcement de la résilience des communautés. En ce sens IED Afrique, dans le cadre de ce projet a collaboré avec l'université du Sine Saloum Elhadj Ibrahima Niass (USSEIN) pour l'intégration de l'AEB dans les curricula.

Ainsi une première révision de la maquette de formation de la Licence en Agriculture Biologique et Écologique (ABE) a été effectuée dans l'optique de renforcer la promotion de l'agriculture écologique biologique à travers la formation et les métiers connexes.

“

Nul n'ignore que la baisse de la productivité notée est due aux impacts des changements climatiques causant la perte de la fertilité des sols ainsi que de la biodiversité. Et se basant sur ces résultats de recherches, toutes ces incidences sont dues en partie à des actions anthropiques comme l'adoption de mauvaises pratiques culturales. C'est dans ce sens qu'on a jugé nécessaire de travailler dans cette dynamique pour communiquer, sensibiliser et mettre en pratique l'agroécologie en vue de restaurer les terres agricoles et la biodiversité, assurer la santé des communautés, renforcer la diversification et la transformation culturale. De plus, cette transition nous permettra de renforcer nos économies de façon durable et donc plus résilientes face aux crises.

Madame Thérèse MBAYE, Secrétaire du Réseau National des femmes rurales du Sénégal, membre du comité technique de la Dynamique pour une Transition Agroécologique au Sénégal (DyTAES)

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet, découle des résultats dont les plus tangibles sont listés ci-après :

-Le contenu de la formation des trois niveaux de licence (L1, L2 et L3) en Agriculture Biologique Ecologique de l'Université du Sine Saloum El hadj Ibrahima Niass (USSEIN) de Kaolack est amélioré par divers experts du domaine, ce qui renforce le partenariat entre l'université et IED Afrique



-Une harmonisation sur les techniques de fabrication de fertilisants par les agriculteurs- formateurs qualifiés en Agriculture Ecologique Biologique est acquise et des supports de formation digests sur des techniques de fabrication de fertilisants organiques sont produits ;

-Meilleure implication et responsabilisation des producteurs à la base dans les processus de production de supports partant de la validation des thématiques pertinentes jusqu'au choix des formats et canaux de diffusion sont acquises



Participation au week-end bio le 28 octobre 2022 à Thiès : Ce weekend bio avait réuni plus d'une centaine de participants constitués d'exposants (vendeurs d'intrants, producteurs, transformateurs, commerçants), de visiteurs (consommateurs, partenaires) etc. A travers la réalisation de capsules vidéo par IED Afrique, on note une meilleure visibilité des actions menées par les partenaires mais aussi des acteurs en termes de réalisations et d'innovations en Agriculture Écologique Biologique mises en pratique sur le terrain.



I. 2. PROMOUVOIR LES BONNES PRATIQUES EN MATIERE D'AGROECOLOGIE

La promotion de l'agroécologie dans ce contexte de crise actuelle constitue une réelle opportunité capable de renforcer la dynamique des exploitations des familiales et la production vivrière. Ces crises de nature diverses (changement climatiques, insécurité alimentaires, vulnérabilité des femmes) participent à fragiliser les systèmes alimentaires et agricoles classiques.

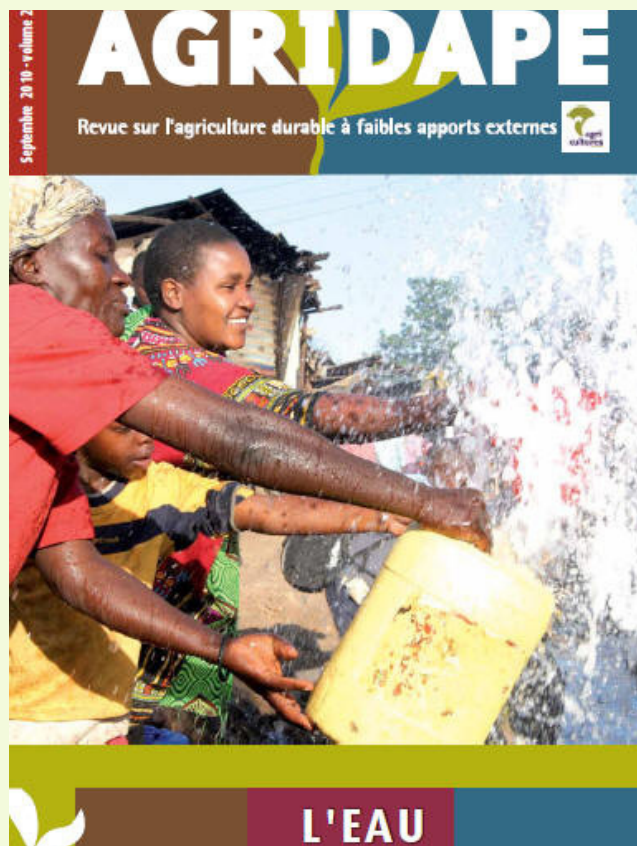
Afin d'apporter une réponse face à ces crises, le magazine AGRIDAPE, en tant qu'outil de diffusion de connaissances, fait la promotion de bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique durable. En effet, selon la FAO, l'agroécologie est une approche innovante qui permet de renforcer la fragilité des systèmes alimentaires et la résilience des communautés mais également d'amélioration des moyens de subsistance. La transition vers l'agroécologie est nécessaire de par son potentiel de renforcer la productivité, la durabilité des ressources naturelles, la résilience, l'augmentation des revenus et l'autonomisation économique.

Mis en œuvre par IED AFRIQUE, depuis 2003 dans le cadre du réseau AgriCultures, le programme AGRIDAPE a pour objectif de promouvoir une agriculture familiale à travers le partage des innovations et bonnes pratiques en matière d'agriculture écologique et le plaidoyer pour une meilleure prise en compte des exploitations familiales dans les choix politiques. La mise en œuvre du programme s'appuie sur la documentation et le partage à grande échelle des expériences agroécologiques, la mise en réseau et le renforcement des capacités des acteurs de l'agriculture familiale.

C'est dans ce cadre que le magazine AGRIDAPE a mis en place un réseau international de membres pour la diffusion d'informations et d'approches de nouvelles technologies en matière d'agroécologie. Ces actions basées sur les expériences des exploitations familiales permettent la promotion et la mise à l'échelle d'une agriculture saine et durable.

Par exemple, au Burkina Faso, les femmes de plus de 80 communautés de la région Est se sont organisées en réseau. Elles commencent à utiliser l'agroécologie avec le soutien d'une ONG locale. Elles ont ainsi renforcé leurs connaissances sur les pratiques agroécologiques qui répondent à leurs besoins, telles que la protection des arbustes et le jardinage en saison sèche ; ce qui leur permet d'avoir de la nourriture saine tout au long de l'année.

Cette expérience des femmes du Burkina et tant d'autres sont documentées par le magazine AGRIDAPE et partagé au sein de son réseau qui constituent des bonnes pratiques qui peuvent inspirer d'autres.



Pour apporter une riposte appropriée à cette parfaite tempête de crises (climat, biodiversité, faim, pandémie, économie), un nouveau « contrat social » s'avère nécessaire, un contrat qui repose sur des valeurs de justice, d'équité et de solidarité, associé à un nouveau « contrat naturel » entre la communauté humaine et les autres êtres de notre planète. À la CIDSE, au réseau AgriCultures et à Cultivate ! Nous partageons une compréhension commune de l'agroécologie en tant qu'approche systémique et intégrée qui, au niveau des systèmes alimentaires, est l'expression de ce nouveau contrat. L'agroécologie s'est imposée clairement comme une approche holistique qui doit être adoptée en tant que telle, plutôt que d'être réduite à un ensemble de pratiques

AgriDape Numéro spécial « Femme et Agroécologie ; pour une transition économique de la société », P5

I. 3. PROMOUVOIR LES SYNERGIE D' ACTIONS POUR UNE ECONOMIE VERTE AU SENEGAL



Le monde actuel fait face à de nombreuses crises (économiques, écologiques, sanitaires, alimentaires etc). A cela s'ajoute, le changement climatique et l'adoption de systèmes de production à forte empreinte de carbone et donc moins résilients au climat. Ainsi, il devient impérieux de miser sur des innovations et pratiques de production et de consommation résilientes, tant social que climatique, transformant l'économie de façon durable et résiliente sous la bannière du concept d'Économie Verte (EV).

C'est dans cette dynamique que le projet « Initiative pour la Promotion de l'Économie Verte au Sénégal (IVERS) », d'envergure internationale et coordonné par l'Institut International pour l'Environnement et le développement (IIED), est exécuté en partenariat avec la Coalition sur l'Économie Verte (GEC) dans sept (07) pays.

Au Sénégal, le projet IVERS est mise en œuvre par le hub composé de IED Afrique et l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) et vise à mettre en place un cadre national harmonisé multi-acteurs et multi-échelles afin de soutenir le développement et la mise en œuvre des politiques et pratiques d'EV aux niveaux national et global.

Les acteurs clés impliqués dans le processus restent ceux des sous-secteurs de la pêche artisanale et de l'agriculture familiale en l'occurrence l'agroécologie.

Au cours de la mise en œuvre du projet, les rencontres d'échanges organisées ont été des occasions pour les parties prenantes de cibler les partenariats les plus pertinents, leur permettant de renforcer leurs activités. Ces accords se passent, soit entre acteurs exerçant les mêmes activités ou activités connexes ; ou entre acteurs et institutions financières.

Ceci permet de consolider l'engagement des parties et de créer une masse critique autour de la question de l'EV, à travers le renforcement de la Plateforme Nationale sur l'Économie Verte placée sous la tutelle du Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Écologique.

A cela, s'ajoute la facilitation d'accès aux informations essentielles sur les métiers verts, mais aussi les propositions de solutions appropriées à leurs contraintes majeures. De plus, leurs diverses initiatives ont été capitalisées et traduites sur divers supports de communication (capsules vidéo, Policy brief....).

L'initiative, tout comme la notion de l'Économie Verte, promeut l'ensemble des activités économiques qui participent à préserver l'équilibre naturel de l'environnement. Dans sa mise en œuvre, l'approche a débuté par cibler les acteurs des secteurs clés socles du développement économique, dont les activités sont moins polluantes et moins consommatrices de ressources à travers la mise en relation entre activités connexes.

C'est l'exemple des acteurs de l'agroécologie qui utilisent les résidus issus de la transformation des produits halieutiques après fumage, pour des besoins de fertilisants dans les exploitations agricoles.

Ainsi, avec l'identification et la promotion de ces pratiques vertes, le projet a permis de renforcer les capacités des acteurs sur l'EV à travers des ateliers et formations portant sur la compréhension de la notion d'EV, de son contexte et de ses enjeux mais aussi des thématiques connexes comme le développement durable, l'économie circulaire, la transition écologique, les financements et emplois verts etc.

Ces actions permettent de contribuer à la dynamique de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement en général, au Sénégal et booster la transition vers l'économie verte. De plus, toutes ces actions constituent un moyen de renforcer les acteurs sur l'EV et de favoriser l'adaptation des entreprises au changement climatique et l'atténuation de ses effets à travers le renforcement de leur résilience.

L'initiative verte, un moyen de renforcer l'autonomisation des femmes

De plus en plus, l'économie verte constitue une remarquable opportunité de renforcement de la résilience, surtout chez les femmes qui sont très présentes dans les secteurs porteurs d'initiatives vertes avec plus de 25% des entreprises dirigées par des femmes, sans compter leur représentativité au sein de ces entreprises (Source : Enquêtes Etude de l'Analyse contextuelle et Financière des secteurs de l'agriculture familiale et de la pêche au Sénégal).

Ainsi, l'approche d'intervention adoptée dans le cadre de ce projet, à travers la caractérisation des initiatives, la formation, le réseautage et la mise en synergie a permis aux femmes d'être plus outillées pour promouvoir leurs activités vertes.

A travers les ateliers de mise en relation organisés par IED Afrique, les femmes évoluant dans les divers secteurs (agroécologie, pêche, gestion des déchets, etc.) connaissent aujourd'hui les voies et moyens à adopter pour bénéficier des financements verts (Par exemple : L'association des femmes transformatrices des produits halieutiques de Bargny, à travers leur présidente, négocie avec La Banque Agricole (LBA) pour acquérir des aménagements solaires pour le fumage des poissons. Cet aménagement leur permettra de gagner plus de temps, de produire plus sans s'exposer aux dangers des fumées que dégagées leurs anciens fours).

Dès lors, il existe un certain nombre de défis à relever pour l'initiative tels que :

- Le renforcement du cadre de dialogue multi-acteurs et multi-échelles afin de promouvoir les pratiques d'Économie Verte au niveau local et national ;
- La capitalisation des cas de réussite d'initiatives vertes de tous les secteurs clés. Ceci permettra de matérialiser qu'il est bien possible de produire, en gagnant de l'argent, tout en persévérant l'environnement et gérer les ressources naturelles ;
- La sensibilisation des acteurs clés sur les enjeux et avantages de l'Economie Verte par rapport à celle brune.



Pour aller vers des politiques publiques beaucoup plus responsables, il faut tirer les enseignements de la COVID-19. Et justement les recommandations qui sortent des rencontres qu'on a eu à faire c'est de privilégier la co-construction et une redevabilité des politiques publiques pertinentes. C'est-à-dire que les politiques publiques doivent non seulement rendre compte aux populations mais surtout dans une approche très inclusive qui tient compte des aspirations des populations les plus vulnérables.



M. Elimane KANE,
Président de Legs Africa



I. 4. DÉFIS ET QUESTIONS EMERGENTES

Défis

- Dépasser le discours de « nouvelle révolution verte » et encourager la mise en place d'un cadre politique nécessaire à son expansion. Les politiques agricoles doivent accompagner la mise en place de dispositifs d'apprentissage, d'encadrement et de suivi visant à familiariser les paysans avec les méthodes et pratiques de l'agro-écologie ;
- Renforcer le leadership féminin dans les processus politiques relatifs à l'agriculture familiale pour mieux faire entendre leur voix. L'implication des femmes dans la planification et la prise de décision en matière d'agro-écologie s'avère nécessaire ;

Questions émergentes

- a) Les systèmes de productions durables au Sénégal : Un moyen de résilience des communautés
La résilience des communautés peut s'acquérir de façon très complexe et prend en compte plusieurs paramètres. Mais comme au Sénégal, surtout en milieu rural, la principale activité reste l'Agriculture, comment les communautés pourraient être plus résilientes en adoptant des systèmes de production durables ?
- b) Un contexte politique favorable : un moyen d'atténuer les crises chez les communautés
Dans la question de la résilience des communautés face aux crises, il est essentiel d'avoir des compétences et pratiques adéquates et solides mais qui sont également prises en compte par le contexte politique du pays. Il est donc important de s'intéresser à comment est-ce que la mise en place de politiques favorables aux communautés pourrait leur permettre d'être plus résilientes aux crises pouvant être d'ordre sanitaire, alimentaire et climatique ?
- c) Comment renforcer le rôle des petites exploitations agricoles et satisfaire leur besoin d'accéder à la terre, à des semences de qualité, aux nouvelles technologies agricoles et aux financements essentiels à leur développement ?





CHAPITRE II. GOUVERNANCE FONCIÈRE ET GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

La gouvernance des ressources naturelles est un pilier incontournable pour le développement durable. Cette composante fait de la promotion des bonnes pratiques de gouvernance de façon efficiente et équitable l'un de ses objectifs les plus stratégiques. Depuis plusieurs années, l'ONG met en place des projets/programmes qui appuient les communautés à la base dans la prise en charge de cette problématique.

II. 1. RENFORCER LES DROITS D'ACCES DES FEMMES A LA TERRE ET AUX INSTANCES DE PRISE DE DECISION

II. 1. a) DES CADRES INCLUSIFS D'ÉCHANGES ET DE PARTAGE SUR LES ENJEUX FONCIERS ACTUELS

La mise en œuvre du projet Genre, Terre et Redevabilité durant les années 2021-2022 intervient dans un contexte de crise économique mondiale avec la pandémie de COVID 19 et la crise ukrainienne. La première conséquence de ces crises a été d'aggraver les inégalités socio-économiques mais aussi celles de genre. En effet, au plan mondial, les catégories les plus vulnérables telles que les femmes, se sont retrouvées encore plus vulnérables qu'elles ne l'étaient déjà avant ces crises notamment par rapport à leurs moyens de subsistance et leurs représentations dans les organes décisionnels.

A ce propos, les femmes rurales au Sénégal représentant 52% de la population et 70% de la main d'œuvre agricole ne détiennent que moins de 13% des terres, et moins de 1% des terres agricoles alors qu'elles dépendent fortement des ressources naturelles pour assurer les moyens de subsistance de leurs familles. Malgré l'existence d'un cadre juridique garantissant l'équité et l'égalité entre les hommes et les femmes, ces dernières ont des possibilités limitées par rapport à leurs droits fonciers liés à leur accès à la terre agricole et aux instances de prise de décision.

L'accès à la terre pour les femmes constitue donc un véritable enjeu économique dans un pays où l'agriculture représente plus de 10% du PIB et emploie jusqu'à 75% de la population et dans un contexte économique mondial incertain et de crise alimentaire mondiale. Selon les Nations Unies, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation économique des femmes renforce les moyens de subsistance en milieu rural et contribue au développement économique durable. De même, plus elles sont vulnérables économiquement, plus l'économie nationale et celle mondiale sont affectées.

Le projet Genre, Terre et Redevabilité (GLA) a tenté de répondre à cette problématique en ayant comme objectif de renforcer le contrôle des femmes sur leurs terres et leurs moyens de subsistance ainsi que la prise en compte de leurs voix au niveau des instances locales de prise de décision en matière foncière. Ce projet a été mis en œuvre, depuis 2020 au Sénégal et en Tanzanie avec l'appui technique et financier de l'Institut International pour l'Environnement et le Développement (IIED). Au Sénégal, IED Afrique a déroulé le projet au niveau des communes de Mbadakhoune et Darou Khoudoss.



La stratégie du projet GLA repose donc sur :

oLa production d'évidences sur les enjeux et défis liés à la gouvernance foncière dans les communes cibles :

oLa promotion d'approches et outils innovants de gouvernance foncière favorisant la participation citoyenne des acteurs notamment des femmes au processus décisionnel local ;

oLe renforcement de capacités des couches vulnérables, en particulier les femmes ;

oLe dialogue avec les politiques au niveau national et local pour un renforcement des droits fonciers des femmes.

Le projet GLA a donc cherché à renforcer l'accès des femmes à la terre et leur participation aux instances de prise de décision mais dans une approche holistique impliquant toutes les catégories d'acteurs locaux permettant ainsi de renforcer leur résilience face aux pressions foncières. Relever le défi national de la souveraineté alimentaire et faire face à la crise alimentaire mondiale nécessite forcément l'accès des femmes aux facteurs de production vu leur rôle dans l'agriculture sénégalaise.

Pour cela, plusieurs activités ont été déroulé durant les années 2021-2022. A la suite de la recherche d'évidences sur les enjeux et défis liés à la gouvernance foncière dans les communes cibles, il s'est agi d'appuyer les communautés locales à la formulation d'outils et d'approches inclusifs de gouvernance foncière validés par le conseil municipal sous le contrôle de l'autorité déconcentrée.

Ainsi, un processus participatif a permis de mettre en place :

- Une charte inclusive de gouvernance foncière permettant d'assurer une gouvernance durable et inclusive des ressources foncières dans un contexte de pressions ;

- Des comités villageois, zonaux et communaux inclusifs de gouvernance foncière permettant une participation des communautés à la gouvernance foncière locale ;

- L'élargissement de la commission domaniale à d'autres acteurs ressources dont des femmes pour leur permettre de siéger lors des délibérations de la commune au nom des acteurs locaux à titre d'organe consultatif.

Ces outils et approches permettent aux femmes de participer à la gouvernance foncière locale et ainsi renforcer leur accès au foncier. La mise en place ou la redynamisation de ces cadres de concertation inclusifs et participatifs sur la gouvernance foncière au niveau des communes d'intervention permet aux communautés locales d'avoir des instances de concertation, de gestion ou de prévention des conflits fonciers et de contrôle citoyen de l'action publique.

Ils servent également de cadres de plaidoyer pour les acteurs locaux sur des sujets tels que les projets étatiques à forte incidence foncière ou le problème des accaparements fonciers qui pourraient menacer leurs moyens de subsistance.

Le projet a également permis d'alimenter à partir des résultats de la recherche le processus de formulation de réformes et politiques au niveau national pour une gouvernance foncière plus inclusive en impliquant dans le processus des parlementaires et autres institutions de l'Etat.

“

Si nous avons reçu cette formation sur la législation en matière foncière avant l'implantation de l'Université Sine-Saloum, nous saurions que nous devons chercher des papiers pour nos terres de culture. Nous aurions au moins une compensation dans ce cas.

”

Khady Diop, habitante de Mbadakhoune



II. 2. b) FACILITER L'ACCES DES FEMMES AU LOGEMENT ET A LA PROPRIETE: REPONSES AUX ENJEUX ET DEFIS FONCIERS ACTUELS

Dans la même optique, l'étude 'Droit des femmes au logement, à la terre et à la propriété au Sénégal : analyse de la situation et propositions d'outils de réduction des inégalités de genre (WLR)' part du constat de la Banque Mondiale dans sa stratégie genre selon lequel pour atteindre l'égalité des sexes et mettre fin à la pauvreté, il faudrait nécessairement réduire les écarts entre les sexes en matière de propriété et de contrôle des terres et du logement.

Or, au Sénégal, les données disponibles révèlent que les femmes ne possèdent que 20 % des logements et 12 % des terres au niveau national (EDS, 2010-2016). Malgré un cadre juridique favorable, les femmes rencontrent encore des contraintes par rapport à leurs droits fonciers particulièrement face à des normes socioculturelles jugées pesantes et une diversité des institutions impliquées dans la mise en œuvre du cadre juridique et réglementaire.

Ainsi, l'objectif de cette étude, financée par la banque mondiale, est de renforcer leur compréhension sur les obstacles auxquelles les femmes sont confrontées en matière de droits d'accès à la terre agricole mais aussi au logement et à la propriété en milieu urbain et rural et de mettre en place des mesures, outils et approches visant à réduire les écarts entre les sexes.

Lorsque l'Etat décidera de déclasser la zone de restauration, les communautés locales doivent être suffisamment préparées pour protéger leurs terres contre les accaparements fonciers par le biais des cadres de concertations comme les comités zonaux.

**Ibrahima Dia, Chef de village Sao Mékhé,
commune de Darou Khoudoss**

La stratégie de mise en œuvre de cette étude repose sur :

- ☒ L'analyse des inégalités de genre en matière foncière ;
- ☒ L'évaluation des mesures spécifiques au genre et l'identification d'outils et de méthodes pour changer les pratiques et les attitudes sexistes ;
- ☒ Le développement d'outils de connaissance et de méthodologies pour combler les inégalités de genre en matière foncière au Sénégal.

L'étude est menée depuis l'année 2022 au niveau de cinq communes établies dans cinq zones agro-écologiques au Sénégal. Ces communes sont Toubacouta, Diembering, Tomboronkoto et Dodel en milieu rural et la commune de Bambilor en milieu urbain. L'idée est donc de partir de l'état des lieux de la situation des droits fonciers des femmes et des initiatives en leur faveur afin de proposer des modèles promouvant le renforcement des droits fonciers des femmes.

Il faut noter que la vulnérabilité des femmes en matière foncière côtoie et dépend d'autres enjeux fonciers plus globaux tels que la croissance démographique ; la marchandisation croissante de la terre ; la forte pression des industries extractives et agroalimentaires ; l'urbanisation galopante ; des projets d'investissements publics et privés (étrangers) ayant une incidence sur le foncier ; etc. Il faudrait donc trouver des solutions favorisant la résilience des communautés locales face à ces crises et adapter ces solutions aux contraintes spécifiques des femmes.

Activités de recherche menées en 2022 :

- Une mission de diagnostic au niveau des cinq communes avec comme objectif d'identifier les enjeux et défis fonciers majeurs, et, en particulier, ceux liés à l'accès des femmes au logement, à la terre agricole et à la propriété. Cette activité a aussi permis d'avoir une compréhension globale de la situation dans chaque commune et d'identifier les initiatives genre et foncier existantes dans ces communes ;
- Parallèlement à la mission de diagnostic, une revue de la littérature a été effectuée avec l'exploitation, l'analyse et la synthèse des documents relatifs à la thématique (rapports d'études, mémoires, thèses, articles scientifiques, documents de politiques...) ainsi que l'analyse du cadre juridique régissant la gestion du foncier au Sénégal ;
- Des enquêtes quantitatives permettant d'analyser la situation de l'accès des femmes à la terre, au logement et à la propriété et les obstacles sexospécifiques à l'effectivité des droits fonciers des femmes.

Il faut rappeler que la convention des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes assure à ces dernières le droit à l'accès à un logement convenable. Mais, la situation différenciée des femmes et des hommes est encore faiblement prise en compte dans le secteur de l'habitat au Sénégal. Cette étude permettra donc de réaliser la situation de référence sur la thématique et proposer des mesures correctrices pour les femmes en particulier.

II. 1. C) DÉFIS ET QUESTIONS EMERGENTES

Questions émergentes

Un certain nombre de défis a été relevé dans la mise en œuvre du projet genre, terre et redevabilité au cours des années 2021 et 2022 à savoir :

- Comment rendre qualitative la participation des femmes aux instances de prise de décision pour faciliter à leurs paires l'accès aux ressources foncières ?
- Comment reconnaître juridiquement les outils et approches mis en place afin d'assurer leur durabilité pour les communautés locales par rapport à l'agenda politique ?
- Par quels moyens, renforcer l'accès des femmes à d'autres facteurs de production pour une meilleure valorisation de leurs terres ?

Défis

- La dynamique d'urbanisation impulsée par l'Etat à Bambilor pose un problème en termes d'accès au logement pour les communautés locales et encore plus pour les femmes ;
- Malgré le cadre juridique et réglementaire en vigueur, le mode d'acquisition coutumier des terres agricoles domine encore le foncier agricole et renforce la vulnérabilité des droits fonciers des femmes ;
- Des défis spécifiques ont été identifiés sur les droits fonciers des femmes au niveau des zones agro-écologiques par rapport aux questions de sécurisation, de gouvernance, et nécessitent des réflexions, des réponses et mesures spécifiques.



II. 2. RESTAURER LES ECOSYSTEMES POUR RENFORCER LA RESISTANCE DES COMMUNAUTES

Dans les zones arides du Sénégal, la dégradation des terres est l'une des plus grandes menaces qui pèsent sur les moyens de subsistance de plus millions de personnes. Ce processus de dégradation des terres est exacerbé par le changement climatique qui implique des irrégularités des précipitations et des périodes de sécheresses plus longues. Cette situation n'est pas sans conséquences sur l'agriculture qui constitue l'activité principale de la grande majorité des ménages ruraux et leur fournissent nourritures et revenus (l'agriculture sénégalaise emploie 60% de la population rurale selon l'ANSD). Les agriculteurs connaissent une baisse tendancielle de leur production agricole.

Ainsi, le changement climatique et la croissance rapide de la population peuvent aggraver encore cette situation selon Lesterguy Pauline, dans son article portant sur l'importance du lien entre changement climatique et population pour le développement économique. Le programme « Les Communautés Reverdissent le Sahel » tente de répondre à cette problématique avec comme objectif de promouvoir des pratiques de restauration des sols et de protection des terres agricoles durables et résilientes au climat avec comme porte d'entrée la Régénération Naturelle Assistée (RNA).

Ce projet, est mis en œuvre, au Sénégal, depuis 2017 par le consortium CRS constitué de Enda Pronat, ISRA/CNRF, Enda Energie et IED Afrique qui en assure la coordination. Les Communautés Reverdissent le Sahel (CRS), exécuté sur une durée de 10 ans au Sénégal dans 12 communes d'intervention, est financé par DOB Ecology avec l'appui technique de Both ENDS.

Au Sénégal, le programme CRS a pour objectif de restaurer une superficie totale de 60000 hectares reverdis grâce à la RNA par et pour les communautés. Nous précisons que 27656 ha ont été reverdis entre 2019 et 2022. Le programme a également pour but d'assurer une bonne organisation des agriculteurs volontaires et faciliter l'accès aux marchés des produits issus de la RNA et enfin mettre en place des lois, politiques et stratégies de soutien dans les trois pays couverts par le programme (Sénégal, Burkina Faso et Niger) en appui à la RNA.

Dans le cadre de sa mise œuvre le programme favorise une approche dite inclusive. Cette stratégie place les communautés notamment (les producteurs/trices, les OCB, les services techniques etc.) au cœur de la stratégie de reverdissement. Cette dernière exécutée par et pour les communautés qui constitue le socle du processus, elles prennent part à toutes les étapes partant de la planification jusqu'à la mise en œuvre des activités de reverdissement des surfaces agraires.

Le programme cible les petits agriculteurs de subsistance qui sont les acteurs clés, les éleveurs omniprésents dans les zones arides des pays d'intervention, les femmes (actives dans l'agriculture vivrière, l'élevage, la récolte et la production et la transformation des produits forestiers non ligneux et l'approvisionnement en besoins de base comme le bois de chauffage etc.), les villageois (hormis les agriculteurs et éleveurs comme les tradipraticiens, les artisans, etc.) afin d'éviter les résistances et d'atténuer le risque d'abattage d'arbres non réglementé et d'autres actes qui ralentissent le processus de restauration et les groupes vulnérables comme les jeunes et les ménages pauvres.



La pratique de la RNA pour renforcer la résilience des communautés rurales

La fragilisation des systèmes alimentaires en raison de l'adoption de mauvaises pratiques culturales non durables (monoculture, déboisement etc.) et de l'intensification des cultures (utilisation excessive d'engrais et de pesticides chimiques) favorisent la crise alimentaire.

Ainsi, l'approche de reverdissement adopté par le programme CRS constitue une réponse pour lutter contre la crise alimentaire car elle permet de protéger les sols et d'augmenter les rendements agricoles. Cette augmentation de la productivité agricole se traduit par une amélioration des revenus non-monétaires (autoconsommation) et/ou des revenus monétaires, qui concourent à réduire la pauvreté rurale. En outre, beaucoup d'espèces régénérées (sompou, siddem etc.) offrent des fruits et feuilles consommés par les populations et contribuent à l'amélioration de la nutrition humaine.

Aussi la régénération des arbres dans les surfaces agraires produit des impacts socio-économiques et écologiques qui, à long terme, permettent de renforcer l'autonomisation alimentaire. En effet, le fait de laisser de façon délibérée diverses espèces (fertilitaires, Produits Forestiers Non Ligneux, fruitiers etc.) dans les exploitations permet la fixation du sol, l'atténuation des érosions (éolienne et hydrique) et l'évaporation et enrichit le sol à travers la décomposition de la litière et des nutriments apportés par les animaux qui se réfugient à l'ombre des arbres.

C'est pour cela que diverses formations et ateliers de renforcement de capacités ont été organisés par IED Afrique et les partenaires de mise en œuvre à l'échelle locale sur l'importance de protéger les arbres et sur les techniques de régénération naturelle assistée. Celle-ci permet aux producteurs de réduire leur dépendance aux intrants chimiques (engrais et pesticides), rôles joués par les arbres et le retour de la biodiversité animale et microorganismes.

Ainsi, cette autonomisation est assurée sur les plans alimentaire et nutritionnel et ne fait que renforcer la résilience des communautés faisant face à un quelconque choc.

Les femmes au cœur du programme de reverdissement pour une meilleure autonomie

L'un des aspects innovant du programme CRS est la prise en compte de la dimension genre dans les activités de reverdissement. Elles sont au cœur de la stratégie de restauration des terres pour la réussite de la RNA dans les communes d'intervention du programme CRS. Elles sont présentes dans les maillons transformation des produits forestiers non ligneux (PFNL) et la commercialisation. De plus, elles sont plus exposées pour la recherche de bois de chauffage pour la cuisine des ménages.

Ainsi, dans le programme CRS, diverses activités sont déroulées pour et par les femmes allant dans le sens de leur autonomisation et l'amélioration de leurs revenus à travers:

- La formation sur les foyers améliorés : dans le but d'alléger les tâches des femmes dans la recherche de bois de chauffage et de réduire la pression sur les arbres, des formations sur la fabrication et l'adoption de foyers améliorés sont déroulées. En effet, un premier groupe de femmes est formé dans chaque commune qui, à leur tour, vont assurer la vulgarisation auprès d'autres groupes de femmes.
- La formation sur les techniques de transformation des PFNL (Produits Forestiers Non Ligneux) : les femmes ajoutent de la valeur sur les produits bruts issus de la RNA en les transformant sous forme de divers dérivés (huile de balanites, poudre de bouye, huile de baobab etc.). Ces activités génératrices de revenus participent à renforcer leur autonomisation surtout économique.
- La sensibilisation/formation sur les avantages et techniques de la RNA : les femmes, très représentées dans les comités villageois, sont formées/renforcées sur les techniques de mise en pratique de la RNA, leur permettant d'être plus conscientes de leur rôle crucial dans la gestion inclusive des ressources naturelles mais aussi d'avoir les compétences nécessaires pour l'applicabilité.

Ainsi, grâce à la réduction du temps consacré à la collecte de bois, la production de revenus à partir de la vente du surplus de bois et des produits transformés et des compétences acquises à travers les formations, les femmes deviennent de plus en plus autonomes.



Le reverdissement des surfaces agraires un moyen d'adaptation aux variabilités climatiques

Concernant la résilience face aux changements climatiques, l'adoption de la RNA constitue un moyen d'adaptation. En effet, elle permet de reconstituer plus facilement la biodiversité (contrairement au reboisement classique qui met l'accent sur la mono-spécificité).

Cette restauration est due au retour des espèces locales adaptées aux conditions du milieu et qui avaient tendance à disparaître du fait de la pression de prélèvement exercée sur elles. Ces dernières constituent des puits de carbone naturels en les stockant par assimilation avec un temps de résidence très long par rapport à l'atmosphère.

De surcroît, cette présence d'arbres diminue la violence des vents de poussière, atténue les impacts négatifs des vents sur les cultures et améliore de façon très sensible le microclimat.

Défis

- Orienter les investissements dans la facilitation de l'accès aux facteurs de production comme la disponibilité en eau et dans des activités génératrices de revenus qui associés à la RNA permettra de renforcer davantage la résilience des communautés ;
- Renforcer l'engagement des comités et leurs rôles dans la surveillance et la mise en œuvre correcte des pratiques de reverdissement ;
- Amélioration des conditions politiques et juridiques favorables au reverdissement à travers l'intégration de la RNA dans les plans et budgets de développement communautaire et ;
- Disposer d'une base de données de terrains fiables sur les superficies des terres reverdies et leur impact sur l'environnement au niveau national.

“

En faisant la comparaison entre le paysage ancien et l'actuel, on se rend compte qu'il y'a une grande perte de la biodiversité animale comme végétale. Ceci a réduit drastiquement les rendements agricoles même si l'espace cultivable est augmenté. Maintenant comment faire pour restaurer ces terres dégradées ; on doit retourner à côté de toutes les catégories d'acteurs (chefs de villages et coutumiers, groupements de femmes et de jeunes, etc.) pour les sensibiliser dans l'urgence de la restauration des terres et promouvoir surtout la diversification des espèces afin de rendre plus durable cette fertilité et retour d'éléments nutritifs. Ainsi, la mobilisation doit être à tous les niveaux et les collectivités territoriales comme la nôtre doit jouer un rôle capital dans ce processus de reverdissement afin de prendre le relais de ces initiatives soutenues par les partenaires.

Monsieur Omar DRAME, Président
commission Environnement Paoskoto

Questions émergentes

- Comment intégrer la régénération naturelle dans la planification de plans de développement Communal?
- Comment faire face à la salinisation des terres qui gagne de plus en plus de l'ampleur ?

“

Les programmes et projets de reverdissement permettent d'avoir des communautés résilientes aux changements climatiques. Et on doit viser à les répliquer ceux réussis dans d'autres pays.

Monsieur Alain Donwahi, le
président de la COP15





CHAPITRE III. RESILIENCE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le changement climatique menace le développement et la croissance économique des terres semi-arides. Il a des impacts significatifs sur l'activité économique et les chaînes de valeur, car les acteurs économiques sont contraints de modifier leurs systèmes de production pour maintenir leurs capacités de production dans des conditions changeantes.

III. 1. ARRIMER LE PLAN DE DEVELOPPEMENT COMMUNAL AU PSE EN INTEGRANT LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

La planification territoriale doit prendre en compte les défis territoriaux, notamment le changement climatique qui constitue un enjeu majeur dans les zones semi-arides. Ces zones sont très souvent sujettes à d'extrêmes phénomènes climatiques qui menacent les systèmes alimentaires et la viabilité économique des territoires rendant plus vulnérables les populations. D'où la nécessité de trouver des solutions durables pour réduire la vulnérabilité des zones semi- arides aux changements climatiques avec l'adaptation et la résilience des territoires.

Dès lors, la mise en place d'initiatives et projets allant dans le sens d'améliorer les moyens de subsistance des populations à la base pour renforcer leur résilience face aux effets néfastes des changements climatiques et autres chocs s'impose.

Ainsi, le projet « Promouvoir l'Articulation entre le Plan Sénégal Emergent et le Développement Local Résilient (PAPDL) » cherche à promouvoir l'arrimage des Plans de Développement Communaux (PDC) Plans de Développement Départementaux (PDD) au Plan Sénégal Émergent (PSE), tout en visant la résilience au changement climatique des collectivités territoriales cibles. En effet l'articulation des PDC au PSE favorise une coordination plus efficace des décisions et de l'allocation des ressources afin de parvenir à un développement économique résilient.

Parallèlement, l'État du Sénégal dans sa volonté de mettre en œuvre des politiques de développement socio-économique place les collectivités territoriales au centre de son action. Le projet PAPDL est mis en œuvre par IED Afrique, en partenariat avec le Bureau opérationnel et de Suivi du PSE (BOS-PSE) et l'Union des Association des élus locaux (UAEL).

L'approche de mise en œuvre adoptée par IED Afrique et ses partenaires dans le cadre du projet PAPDL, depuis son lancement en 2020, a conduit d'abord à l'évaluation des plans communaux de développement (PDC) de Dianké Souf (Kaffrine) et Ndiob (Fatick) avant la mise à l'échelle prévue dans 6 autres communes.

Le projet a misé sur une approche « Bottom-Up », en plaçant les communautés au cœur du processus de planification, afin de mieux identifier les stratégies locales d'adaptation au changement climatique. En 2021, les résultats tirés de l'évaluation des PDC des deux communes de Ndiob et Dianké Souf, et les leçons apprises du processus ont permis de mettre en place un guide de planification arrimé au PSE et sensible aux changements climatiques.

Cela a permis d'identifier systématiquement les risques et les opportunités de développement liés aux changements climatiques. Dans ce processus tous les acteurs ont pris conscience de l'importance de la prise en compte du changement climatique dans le processus de planification pour mieux prendre en compte les préoccupations et les défis des communautés à la base dans cet instrument d'orientation des décisions locales.

Une bonne planification locale sensible au changement climatique

En général dans le processus de planification Classique, des techniciens sont engagés pour conduire la formulation des plans communaux de développement (PDC) mais avec le projet la démarche d'élaboration est passée par plusieurs rencontres qui avaient pour objectifs d'utiliser les outils d'analyse de la la vulnérabilité des communautés, les outils d'identification des options d'adaptation.

Il y a eu également plusieurs rencontres de renforcement de capacités des acteurs et aussi des rencontres de priorisation de leurs besoins.

C'est ainsi, qu'à l'issue des activités engagés dans le cadre du projet beaucoup d'acteurs sont revenus sur la différence entre la simple consultation populaire privilégiée dans les processus classiques de planification par rapport à une participation réelle et effective des populations dans le processus que ce projet a mis en place.

Ceci s'est traduit par l'importance accordée à la prise en compte des besoins des populations et de leurs stratégies locales d'adaptation.

Selon certains membres du Comité technique de planification, l'exercice permet non seulement, de corriger les insuffisances du guide de planification national en matière de participation, mais ils offrent également une occasion inédite d'intégration de la dimension changement climatique au niveau local.

Combinaison de plusieurs sources de données dans l'exercice de planification

Dans l'exercice Classique de planification, les données secondaires étaient surtout privilégiées au détriment des connaissances endogènes des communautés à la base. Dans le cadre de la mise en œuvre, des outils proposés ont nécessité le rassemblement de différents acteurs, à différentes échelles, avec différentes informations.

La combinaison de différentes sources de connaissances (endogènes et conventionnelles) a permis d'appréhender, d'interpréter et de comprendre un enjeu comme les changements climatiques de façon beaucoup plus objective ; car chaque source d'information a ses points forts et ses limites. La combinaison de ses différentes sources d'information a permis d'équilibrer l'information et d'en tirer le meilleur pour une planification au profit des populations.

Dans les collectivités territoriales la planification est un instrument important depuis les indépendances, toutefois le projet a permis de renforcer la démarche de planification à travers la mise en place d'outils appropriés mais aussi de renforcer les capacités des acteurs à comprendre l'importance de la prise en compte de certains enjeux comme les changements climatiques à l'échelle locale.

Renforcement de capacités des acteurs à la base sur les documents politiques nationale dans le domaine des changements climatiques

Le niveau de connaissance de la question des changements climatiques était souvent affaire de techniciens, décideurs, chercheurs et dans une moindre mesure des élus locaux nationaux. Pour les autres acteurs qui le vivaient directement, qui étaient directement impactés et qui avaient l'obligation de s'adapter, ils étaient souvent laissés en rade dans l'exercice de réflexion et de développement des instruments politiques de prise en charge de la dimension changement climatique.

Avec le projet, les acteurs ont été impliqués dans le processus et plusieurs documents d'orientation nationale qui intègre le changement climatique au niveau national ont été pris en compte et partagés avec les populations. Avec le projet, les parties prenantes se sont familiarisées avec la stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC (SNMO), ainsi que la Contribution déterminée au niveau national (CDN) qui sert de cadre de référence aux intervenants de l'adaptation aux changements climatiques, le plan national d'adaptation (PNA) et le PAP 2 du PSE.

Résultats phares

- La réalisation du processus de planification par les acteurs eux-mêmes a permis de renforcer le sentiment de responsabilité et confirme que la concertation et le dialogue favorisent la convergence des perceptions et le partage d'une vision commune sur les priorités dans le cadre de la prise en compte des options d'adaptation au niveau des collectivités territoriales.
- L'approche participative et le renforcement de capacités des acteurs à travers des outils adaptés comme la matrice d'analyse de la vulnérabilité, le tableau de bord, facilite l'identification des réponses adéquates et partagées entre les différentes parties prenantes pour combler les lacunes identifiées dans la prise en compte des changements climatiques, d'une part et de se doter d'un processus solide dans la mise en œuvre des mesures d'amélioration des capacités de planification de l'adaptation aux changements climatiques.
- Le processus d'arrimage des plans locaux de développement au PSE dans un contexte de changement climatique a conduit à l'organisation de plusieurs rencontres de dialogue au niveau local mais aussi au niveau national. Ainsi, le résultat majeur note est que les discussions entre les différentes catégories d'acteurs (décideurs nationaux, agence de l'état, chercheurs, techniciens, élus locaux, communautés à la base (jeunes, femmes, etc.) catégories socio professionnelles locales, etc) contribuent à une meilleure prise de conscience et une compréhension partagée du caractère transversal et multidimensionnel de la planification de l'adaptation au changement climatique qui fait appel à la fois au cadre politique et institutionnel, aux capacités individuelles et organisationnelles, et à la participation de tous les acteurs, entre autres.

Défis

Nécessité de renforcer les acteurs chargés de la planification territoriale notamment sur le PSE et l'intégration des ODD et du changement climatique dans la planification locale ;

- Relever le pari du financement des PDC, qui constitue une entrave majeure à leur exécution et aux financements de projet relatives ;

- Identifier des projets de développement qui vise l'amélioration des moyens de subsistance et la résilience aux chocs climatique

Question émergente

Comment renforcer le plaidoyer auprès des politiques pour l'octroi de budget aux collectivités territoriales nécessaire l'exécution des PDC et PDD ?



III. 2. MISE A NIVEAU DES CHAINES DE VALEURS AGROALIMENTAIRES POUR DES ECONOMIES LOCALES PLUS RESILIENTES

Au Sénégal, la dépendance au secteur agricole rend les communautés particulièrement vulnérables aux chocs pouvant avoir des effets, souvent simultanés et convergents, sur les systèmes économiques, sociaux et environnementaux.

Les risques encourus avec les effets des changements climatiques se mesurent, entre autres indicateurs, à l'aune des perturbations sur la production agro-alimentaire et l'intensification de l'exode rural. Ces facteurs contribueront éventuellement à fragiliser davantage les économies rurales.

C'est dans ce contexte de dérégulations climatiques que le projet ARAFIL financé par le (CRDI), a été initié dans le but de renforcer la résilience des petites exploitations agricoles dans la zone Dahra- Linguère. Le projet privilégie une approche de chaîne de valeur lait (CVL) pour favoriser la création et la distribution de valeur à tous les acteurs concernés. C'est en considération de ces facteurs qu'il est mis en œuvre sur la base d'options qui traitent du risque climatique tout en améliorant et en transformant simultanément la CVL au profit des femmes.

Pour mener à bien le travail, l'équipe du projet a réalisé une série d'activités autour de trois (3) composantes principales qui sont :

1. Diagnostic de la chaîne de valeur lait local
2. Changement centré sur l'agriculteur
3. Mise en place d'un modèle d'affaires

Le projet intervient dans le département de Linguère, zone agroécologique du Ferlo, qui est caractérisé par un climat semi-aride. L'activité sylvopastorale occupe une place importante tant du point de vue économique que socio-culturel. L'élevage, premier levier économique du département, y est pratiqué par les hommes et les femmes. Sa position géographique et son étendue lui valent de fortes potentialités dans les domaines Pastoral, Forestier et Agricole.

Le changement climatique menace le développement et la croissance économique des terres semi-arides. Il aura des impacts significatifs sur l'activité économique et les chaînes de valeur, car les acteurs économiques sont contraints de modifier leurs systèmes de production pour maintenir leurs capacités de production dans des conditions changeantes.

Le projet est novateur par sa démarche d'expérimentation de processus de diagnostic de chaîne de valeur en vue de l'élaboration de modèle d'affaire pour un développement d'une chaîne de valeur lait durable, sensible au genre et résiliente aux changements climatiques.

Durant l'année 2022, les activités menées, telles que la caractérisation des acteurs et de leurs interactions, l'identification des investissements prioritaires pour le développement de la CVL et la mise en œuvre d'une stratégie d'engagement des parties prenantes ont permis de générer des connaissances centrées sur les agriculteurs. ARAFIL aborde le problème de la vulnérabilité des exploitations familiales au Sénégal aux forces mondiales et locales du changement climatique, à la dégradation des terres, au déséquilibre des pouvoirs économiques, aux chocs du marché et à l'exclusion des femmes rurales de la participation à l'élaboration de solutions locales plus résilientes à ces problèmes.

Le projet propose de changer cette situation en renforçant la résilience, la qualité et la durabilité des systèmes alimentaires locaux, en particulier les systèmes de production et de transformation du lait. La consommation de lait frais et de produits laitiers joue un rôle clé dans les régimes alimentaires nutritifs.

Au Sénégal, la consommation de lait stagne à des valeurs inférieures à 30 L par habitant et par an, ce qui pose des problèmes non seulement pour la viabilité économique de la chaîne de valeur, mais aussi pour l'apport nutritionnel recommandé assurant un développement sain de l'enfant.

Les chaînes de valeur du lait à base industrielle sont choisies pour leur potentiel à relever un mélange de défis internes et externes, notamment l'inclusion des sexes, l'instabilité des revenus, la variabilité climatique, la dégradation des terres, l'émigration et la marginalisation dans les zones rurales, et la réduction de la dépendance à l'égard des importations de produits laitiers.

Au Sénégal, la production laitière à partir de vaches au Sénégal est prometteuse, mais la conversion des élevages en fermes laitières reste exigeante. Des solutions techniques sont nécessaires pour la modernisation du capital-risque, mais elles doivent être intégrées dans une approche de capital-risque qui crée et distribue de la valeur aux femmes qui sont des acteurs clés de la chaîne.



L'amélioration de la chaîne sexospécifique permettra d'atteindre cet objectif en augmentant les revenus agricoles et en améliorant ainsi les moyens de subsistance, en particulier la qualité de la nutrition, et le réinvestissement dans l'agriculture. Nous considérons que l'inclusion des femmes est vitale pour réaliser les opportunités de mettre à niveau rapidement les chaînes de valeur et de conférer une conception adaptée localement vitale pour la résilience aux chocs externes.

Le projet vise à améliorer les sociétés de capital-risque avec des interventions innovantes qui peuvent être techniques, commerciales ou institutionnelles et ainsi générer des revenus supplémentaires pour les petits exploitants, en particulier ceux destinés aux femmes. La recherche proposée concerne donc les maillons amont et aval de la chaîne de valeur.

Des opportunités de flux de revenus spécifiques au genre sont recherchées autour d'options telles que la performance de différentes cultures fourragères, en mettant l'accent sur la qualité du fourrage, et la valorisation du lait et sa transformation en fromage et autres dérivés, en mettant l'accent sur la valeur ajoutée par la qualité et la traçabilité.

D'autres options seront recherchées grâce à l'amélioration de la santé des sols grâce au potentiel de séquestration du carbone par les pâturages et les fourrages. Des changements peuvent également être recherchés dans les arrangements institutionnels qui soutiennent la croissance et la gouvernance de la chaîne de valeur.

Ainsi, les travaux menés dans le cadre du projet ARAFIL ont permis de déceler un besoin primordial de restructuration de la chaîne de valeur en vue de sa mise à niveau.

Dès lors, le projet projette d'adopter une approche inclusive de mise à niveau de la chaîne de valeur lait, grâce à l'élaboration d'une stratégie de développement qui intègre suffisamment les aléas des changements climatiques et la validation des résultats du projet par les acteurs locaux et nationaux de la chaîne de valeur Lait.

Le projet nous a permis d'avoir une bonne lecture de la chaîne de valeur lait et ainsi savoir la différence entre « filière lait » et « chaîne de valeur lait ». Ainsi, le développement de modèle d'affaire nous a servis de cadre de référence pour un développement durable de l'activité.

**Fatoumata Sellé KA,
Présidente APAFIL**

Résultats phares

- L'accent mis sur la vulnérabilité aux changements climatiques, a permis de sensibiliser les actrices de la chaîne de valeur lait sur les risques encourus et la nécessité d'engager un processus multi-acteurs d'élaboration de stratégies d'adaptation endogènes. Dans cette optique, le projet a accompagné la conception d'une stratégie de mise à niveau de la chaîne de valeur.
- La stratégie implique une restructuration du secteur à travers la création d'une organisation interprofessionnelle, dont la mission intègre comme priorité l'amélioration de l'accès aux ressources de production, en particulier pour les femmes. D'autres activités de renforcement de capacités sont prévues en amont pour asseoir le leadership féminin et le pouvoir de négociation et de prise de décision des femmes.

Recommandations

- A l'état, une mise à niveau de la chaîne de valeur Lait à travers le transfert des compétences des compétences d'organisation et de gestion à une organisation interprofessionnelle d'envergure nationale avec des représentations à l'échelon local dans les principaux pôles de production laitière ;
- Aux partenaires du développement intervenant sur la chaîne de valeur Lait, un accompagnement technique et financier pour faciliter l'accès aux ressources productives suivant une approche qui intègre la dimension genre et résilience climatique.

Le projet a permis de faire une situation de référence actualisée de la CVL dans la zone et une meilleure compréhension de l'activité par les acteurs

Amadou KONARE, membre CNAG

Questions émergentes

- Comment pourrait-on mieux prendre en compte les dimensions de changement climatique et de genre dans les politiques et réformes institutionnelles du secteur de l'élevage, notamment dans la chaîne de valeur lait, afin de soutenir la croissance et le développement économique de celle-ci ?
- Par quel moyen pouvons-nous améliorer l'approvisionnement en aliment de bétail aux producteurs pour palier au déficit de fourrage ?

Perspectives

- Comme perspectives, le projet ARAFIL se projette d'assurer une approche inclusive de mise en œuvre des activités, grâce à l'élaboration d'une stratégie de développement qui intègre suffisamment les aléas des changements climatiques et la validation des résultats du projet par les acteurs locaux et nationaux de la CVL.
- Les travaux menés dans le cadre du projet « Améliorer la résilience des petites exploitations agricoles en Afrique du Nord et de l'Ouest grâce à la mise à niveau des chaînes de valeur du lait gérées par des femmes » ont permis de déceler un besoin primordial de restructuration de la chaîne de valeur en vue de sa mise à niveau.



PERSPECTIVES

Le Sénégal n'est pas épargné des répercussions négatives découlant de la double crise COVID-19 et la guerre Russo-Ukrainienne, sur l'économie et l'alimentation, en raison que la Russie lui fournisse principalement des produits pétrochimiques, du maïs, de l'engrais, du blé (40 % du blé consommé au Sénégal vient de la Russie). Les dérèglements et chocs climatiques également touchent de manière disproportionnée nos pays. Compte tenu de toutes ces conséquences, les pays les plus pauvres risquent de plonger dans une autre année de crise alimentaire et nutritionnelle, dont le secteur primaire reste le socle de son économie. En effet, cette fragilité des systèmes de production alimentaires est plus accentuée par l'adoption des mauvaises pratiques avec l'utilisation irrationnelle des intrants chimiques qui accentuent la destruction de l'environnement et perte de biodiversité.

Ajouté à tout cela, la fragilité et la défaillance des mécanismes d'anticipation et de régulation des grandes crises comme celle alimentaire devraient nous pousser à favoriser, au-delà de la production durable, la consommation locale afin d'agir sur la résilience à long terme.

La question de la résilience est très complexe et peut-être plus fragilisée en fonction de la diversité de chocs qu'une communauté peut subir. C'est dans ce sens que l'intervention, par chaîne de valeur, est pertinente et innovatrice car elle permet aux producteurs d'améliorer leurs productivités à travers la formation, l'accès à l'information sur les pratiques et innovations et le réseautage.

Dès lors, la résilience des communautés face aux différentes crises mondiales telles que la sécurité alimentaire, l'autonomisation des femmes et les changements climatiques demeurent une préoccupation majeure pour l'ONG IED Afrique et ses partenaires qui mettent en place des projets/programmes qui appuient les communautés à la base dans la prise en charge de ce genre de problématiques. À ces défis s'ajoute la marginalisation de certaines couches sociales (notamment les femmes, les enfants et les groupes vulnérables), qui sont confrontées à des obstacles formels et informels dans l'accès et le contrôle des ressources (la terre), aux services de l'État et aux marchés.

Bien que les programmes actuels de IED Afrique contribuent à apporter de réelles avancées dans les communes cibles en matière de résilience, il reste tout de même des défis majeurs tels que la pérennisation des outils et innovations mis en place face, la valorisation des enseignements et l'implication des décideurs et politiques qui représentent également un challenge de taille.

Comme perspectives pour 2023, IED Afrique pourrait passer par la mise en place de plus d'outils et approches innovants et inclusifs auprès des communautés tels que les formations et assistance pour la sécurité alimentaire pour les ménages, la protection, réhabilitation et renforcement des moyens d'existence et des capacités techniques des ménages en situation d'insécurité alimentaire permettant d'améliorer la production agricole et pastorale mais aussi le renforcement de la résilience et atténuation des effets produits par les catastrophes naturelles.

REMERCIEMENTS

IED Afrique remercie tous les partenaires techniques et financiers qui, grâce à leur accompagnement, nous permettent de réaliser toutes nos initiatives pour les communautés. Nous remercions le Gouvernement du Sénégal et les gouvernances locales pour l'appui continu apporté pour l'accomplissement des projets auprès des populations. IED salue également l'engagement constant et dynamique de toute son équipe. Nous remercions enfin les populations qui s'impliquent dans les programmes jusqu'à atteinte de nos objectifs communs.

Partenaires Institutionnels



Partenaires Financiers



Partenaires Techniques



NOS PUBLICATIONS

ied INSTITUTION FOR ENVIRONMENTAL DEVELOPMENT

IUCN

POLICY BRIEF

Analyse contextuelle et financière des PME de l'agriculture familiale au Sénégal : quelles bonnes pratiques existantes et stratégies pour le développement de l'économie verte ?

Introduction

Face aux risques et défis émergents, il devient impératif d'annoncer une trajectoire plus vertueuse de développement, tenant compte de l'équité intergénérationnelle et spatiale, de l'exploitation des ressources de la planète. Ceci a conduit l'État du Sénégal à prendre en compte les impacts de verdissement de l'économie dans le « PSE vert » qui reconnaît la capacité de l'économie verte, à favoriser une croissance soutenue du revenu et de l'emploi, de même que « la réduction de la pauvreté aux moyens d'investissements publics et privés sur le capital naturel » (Kane, 2017).

Ainsi, l'intégration de ces principes de durabilité-soutenabilité et de verdissement ne sera effective qu'à travers une synergie d'actions de toutes les parties prenantes. Parmi ces dernières, les PME, plus particulièrement celles dites vertes du secteur de l'agriculture familiale, jouent un rôle remarquable. Cependant, la plupart de ces PME ignorent les potentialités sources de financement pouvant renforcer leurs initiatives afin d'assurer leur durabilité et mise à l'échelle. C'est dans ce sens que cette note qui constitue le résultat d'une recherche menée au Sénégal auprès de PME vertes de l'AF, dans le cadre du projet « Initiative pour l'Économie Verte au Sénégal (IEVSS) », met en évidence leur situation financière et sectorielle, en vue d'identifier les bonnes pratiques existantes et les stratégies possibles pour le développement de l'économie verte.

SOMMAIRE

1. Situation des PME de l'économie verte au Sénégal
2. Cartographie des PME de l'agriculture familiale
3. Initiatives des PME de l'AF en matière de verdissement de l'économie
4. Accès des PME de l'agriculture familiale aux services financiers promouvant l'économie verte
5. Les contraintes et défis des PME vertes du secteur de l'agriculture familiale
6. Quelques recommandations pour la promotion des PME du secteur de l'agriculture familiale

December 2022 | SÉNÉGAL

BRÈVE

N°8 | Janvier 2023

Application de l'outil VC-ARID en vue du développement de la Chaîne de Valeur Lait, résiliente au changement climatique et sensible au genre dans le Ferlo

Hypochite Faye, Amadou N. Niang & Aida Sar

Messages clés

- L'outil VC-ARID est innovant dans son approche d'analyse des risques climatiques. À chaque étape de la chaîne de valeur, le risque climatique est évalué à la fois par des méthodes qualitatives et quantitatives. Cela permet de comprendre le Risque en impact et les options d'adaptation possibles. À travers ces chaînes dans les systèmes qui sont donc face à une vulnérabilité croissante à mesure que le changement climatique s'intensifie avec d'autres facteurs.
- Avant même de considérer le changement climatique et la variabilité croissante des terres semi-arides sont déjà les variables dans leurs conditions climatiques et écologiques. Cela a d'énormes implications pour la production (quantité et qualité) et l'offre (prix, accès) et donc toute la chaîne est affectée par la saisonnalité, ainsi, il est considéré également les effets saisonniers pluvieux et secs.
- Il existe déjà une activité économique importante dans les terres semi-arides. Cependant, ces zones ont été reléguées marginalement politiquement et économiquement et une grande partie de leur capacité de production et de commerce est ignorée. Par conséquent, le mécanisme VC-ARID s'applique à la fois des chaînes informelles et formelles.
- Au Sénégal, une meilleure inclusion de la chaîne de valeur du lait de vache permet d'explorer les opportunités de valorisation du secteur de l'élevage afin d'améliorer les conditions de vie des ménages en milieu rural.

En 2014, le Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI) et le Département for International Development (CID) avaient financé, dans le cadre de l'Initiative de Recherche Concertée sur l'Adaptation en Afrique et en Asie (CRICAA), un programme de recherche dans les zones semi-arides. Ce dernier, intitulé Promouvoir la résilience économique dans les zones semi-arides (PRESA), avait pour objectif de favoriser l'émergence d'un développement économique résilient au changement climatique en zone semi-aride grâce à un engagement soutenu avec les chefs d'entreprises, les décideurs des gouvernements nationaux, la société civile et les communautés économiques locales.

Dans sa mise en œuvre, le projet PRESA a appuyé sur la recherche et l'engagement des parties prenantes pour orienter les choix d'investissements et les décisions politiques vers un développement résilient au climat, c'est ainsi que des outils ont été expérimentés. C'est dans cette perspective que le projet 3 du PRESA « Impact du changement climatique, options d'adaptation et opportunités d'investissement dans le secteur de l'élevage » avait été mené au Sénégal par IED Afrique.

L'objectif de la recherche était de fournir aux parties prenantes les moyens de rendre résiliente la chaîne de valeur lait de vache en vue d'un développement équitable. La méthodologie du projet 3 reposait sur 3 étapes : la cartographie de la chaîne de valeur, l'analyse des risques climatiques, les options d'adaptation et les opportunités d'investissement pour le secteur privé. Ce processus a permis d'expérimenter une approche innovante et interdisciplinaire de l'analyse des chaînes de valeur, dans la mesure où elle prend en compte les spécificités des systèmes de production dans les milieux semi-arides. Son objectif principal est de définir et de promouvoir des investissements, soutenant un développement économique à la fois résilient au changement climatique et inclusif.

La mise en œuvre du PRESA avait permis de développer cet outil mais n'avait pas permis de l'appliquer et d'analyser les résultats de son application sur le champ de l'élevage des petits ruminants. C'est ainsi que IED Afrique, à la suite du PRESA, a développé un autre projet intitulé « Analyser la résilience des petites exploitations agricoles en Afrique du Nord (Mali) et du Ouest (Sénégal) grâce à la mise à niveau des chaînes de valeur du lait gérées par des femmes » (AMAF), avec le financement du CRDI.

La présente brève portant sur l'application du VC-ARID en vue du développement de la Chaîne de Valeur Lait (CVL), réalisée au sein de la Chaîne de Valeur Lait (CVL), réalisée au sein de la Ferlo, vise à évaluer l'utilisation de cet outil pour renforcer la résilience des petites exploitations agricoles et le développement de la chaîne de valeur, ainsi que les engagements à partager les engagements liés de cette expérience.

AGRIDAPE

Revue sur l'agriculture durable à faibles apports externes

L'EAU

Arbrécultures

Sommaire

Editorial	1
Pratiques innovantes	2
Arbres	3
Arbres et climat	4
Arbres et biodiversité	5
Arbres et sécurité alimentaire	6
Arbres et santé	7
Arbres et énergie	8
Arbres et eau	9
Arbres et sols	10
Arbres et services écosystémiques	11
Arbres et politiques	12

EDITORIAL

« Les arbres sont les piliers de la sécurité alimentaire, de la résilience des communautés et de la durabilité des écosystèmes. Ils jouent un rôle crucial dans la lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, la protection des sols, la régulation de l'eau et la fourniture de services écosystémiques. Cette revue explore les différentes facettes de l'arboriculture, des pratiques agricoles innovantes aux politiques publiques, en passant par les aspects sociaux, économiques et environnementaux. Elle vise à offrir une vue d'ensemble complète et à promouvoir des solutions durables pour un avenir plus vert et plus résilient. »

LandAfrica

Journal de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et de l'Institut National de la Recherche Scientifique (INRS) | Juin 2014

Sommaire

Editorial

Chères lectures, chères lectures !

« L'objectif de la recherche était de fournir aux parties prenantes les moyens de rendre résiliente la chaîne de valeur lait de vache en vue d'un développement équitable. La méthodologie du projet 3 reposait sur 3 étapes : la cartographie de la chaîne de valeur, l'analyse des risques climatiques, les options d'adaptation et les opportunités d'investissement pour le secteur privé. Ce processus a permis d'expérimenter une approche innovante et interdisciplinaire de l'analyse des chaînes de valeur, dans la mesure où elle prend en compte les spécificités des systèmes de production dans les milieux semi-arides. Son objectif principal est de définir et de promouvoir des investissements, soutenant un développement économique à la fois résilient au changement climatique et inclusif. »

Situation de référence biophysique et socioéconomique de la FPA dans les communes de Niédrogitch, Mbole et Hilbaïsere

Report d'étude

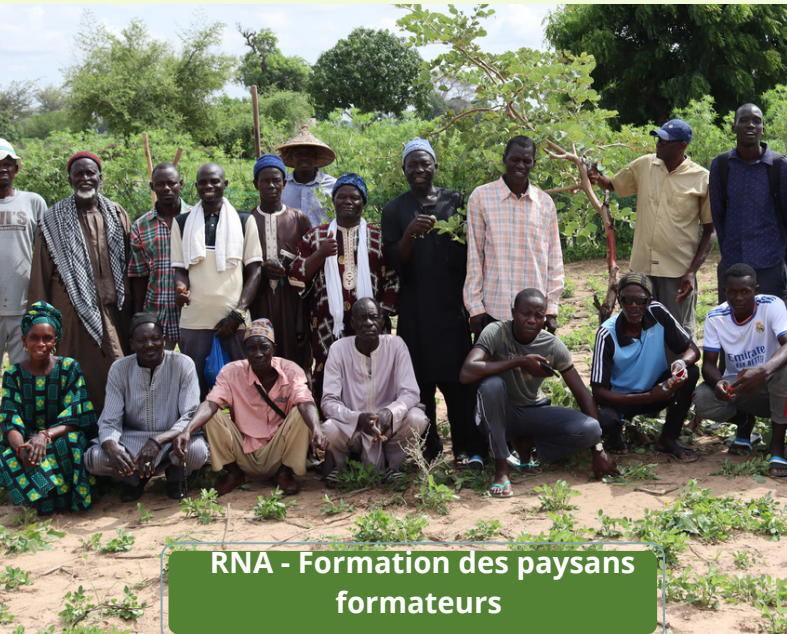
Programme « Les communautés revitalisent le Sahel »

Avec le soutien financier de **clab ecology**

NOS MOMENTS MARQUANTS 2021-2022



Forum Foncier
de Mbadakhone



RNA - Formation des paysans
formateurs



COP 15 de la désertification
Abidjan 2022



Atelier d'échanges sur
l'Economie Verte



Visite des partenaires du Projet
ARAFIL à Dahra



24, Sacré Cœur III, BP 5579 Dakar -
Sénégal (221) 33 867 10 58
contact@iedafrique.org
www.iedafrique.org

Retrouvez-nous sur nos pages de réseaux sociaux

